

injustifiés, exigent l'affichage de tous les anciens prix à côté des nouveaux, prennent contact avec les pavans et les sections syndicales des grands magasins pour des actions communes.

Il est possible de s'organiser pour **refuser des loyers et des charges**. Les loyers sont bloqués temporairement, mais les charges vont croître énormément (60 % est un chiffre courant) : la hausse du fuel, du gaz, etc. va servir de prétexte à des augmentations massues. Il faudra les refuser. A Brest, les locataires de la ZUP avaient formé un comité de défense des locataires. Ils ont refusé de payer les charges trop élevées. Ils ont résisté aux menaces de saisie. Et finalement, ils ont découvert le pot aux roses en prenant contact avec les travailleurs de l'EGF : la société d'entretien et de chauffage, couverte par les notabilités locales, se sucrait au passage en majorant de 20 % les prix du gaz de France. Ce qui s'est fait à Brest peut se faire ailleurs...

Dans des dizaines d'hôpitaux, comme à Tours, à Créteil, en organisant la **grève administrative**, non seulement les travailleurs ont défendu leurs revendications, mais ils ont imposé durant la lutte la pratique des soins gratuits, montrant dans les faits qu'une autre médecine serait possible. Pourquoi ne pas étendre cette façon de lutter ? En organisant par exemple une journée « services gratuits » dans les hôpitaux, les bus, les métros, la SNCF, etc. Pour lutter contre l'inflation, les travailleurs cassent les prix ! Au moment où se fait sentir l'absence de perspectives centrales après la grève du 6 décembre, c'est une proposition qui devrait être discutée dans les organisations syndicales.

B. — CONTRE LES LICENCIEMENTS, CONTRE LE CHOMAGE

Depuis plusieurs années en France, le nombre réel des chômeurs oscille autour du demi-million. La récession probable à partir du 2ème semestre 74 devrait se traduire d'ici quelques mois par une montée accélérée du nombre global de personnes sans travail, en liaison avec un ralentissement général de la production et les difficultés de certaines branches industrielles.

Mais les efforts du patronat aiguillonné par la crise du pétrole pour restructurer l'industrie, la rentabilisation à outrance des services publics, provoquent d'ores et déjà une série de licenciements massifs, de plans de compression du personnel, de fermetures d'usines, qui frappent de nombreux secteurs de la classe ouvrière.

La lutte contre les licenciements est une des luttes les plus difficiles. Il est tentant de baisser les bras, de se contenter